

États financiers consolidés de
IMAFLEX INC.

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015



Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 4L8

Aux actionnaires de
Imaflex Inc.

Téléphone : 514 878-2691
Télécopieur : 514 878-2127
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Imaflex Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2016 et 2015 et les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la

direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Imaflex Inc. aux 31 décembre 2016 et 2015 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 18 avril 2017

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119564

États consolidés du résultat global
Pour les exercices terminés les
(en dollars canadiens)

		31 Décembre	
		2016	2015
Produits des activités ordinaires	(Note 5.1)	73 513 424 \$	69 150 630 \$
Coût des ventes		65 099 412	62 042 460
Marge brute		<u>8 414 012</u>	<u>7 108 170</u>
Charges :			
Charges de vente		1 541 833	1 735 052
Charges administratives		4 955 639	4 475 482
Charges financières	(Note 8)	548 940	601 298
Pertes (gains) sur change		290 977	(1 296 335)
Autres		79 549	71 000
		<u>7 416 938</u>	<u>5 586 497</u>
Résultat avant impôt		<u>997 074</u>	<u>1 521 673</u>
Charge d'impôt sur le résultat	(Note 9)	589 007	708 455
RÉSULTAT NET		<u>408 067</u>	<u>813 218</u>
Autre élément du résultat global			
Poste qui sera reclassé ultérieurement en résultat net			
Écarts de change sur les opérations étrangères		(136 297)	801 108
RÉSULTAT GLOBAL		<u>271 770 \$</u>	<u>1 614 326 \$</u>
Résultat net par action			
De base et dilué	(Note 10)	0,008 \$	0,016 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés et la note 6 présente de l'information supplémentaire sur les états consolidés du résultat global.

États consolidés de la situation financière

Aux

(en dollars canadiens)

Actifs

Actifs courants

Trésorerie		68 100 \$	160 975 \$
Créances clients et autres débiteurs	(Note 11)	11 358 652	11 501 462
Stocks	(Note 12)	10 074 571	10 822 438
Charges payées d'avance		145 011	265 002
Total des actifs courants		<u>21 646 334</u>	<u>22 749 877</u>

Actifs non courants

Immobilisations corporelles	(Note 13)	18 785 708	19 601 217
Immobilisations incorporelles	(Note 14)	1 485 177	1 484 370
Total des actifs non courants		<u>20 270 885</u>	<u>21 085 587</u>
Total des actifs		<u>41 917 219 \$</u>	<u>43 835 464 \$</u>

Passifs et Capitaux propres

Passifs courants

Dette bancaire	(Note 16)	5 052 270 \$	6 925 713 \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(Note 15)	8 749 001	8 865 082
Passifs d'impôt exigible		311 211	541 399
Emprunts à long terme, portion courante	(Note 16)	1 355 760	1 358 488
Obligations en vertu de contrats de location-financement, portion courante	(Notes 16, 17)	170 740	153 959
Total des passifs courants		<u>15 638 982</u>	<u>17 844 641</u>

Passifs non courants

Emprunts à long terme	(Note 16)	4 128 041	4 300 420
Passifs d'impôt différé	(Note 9)	1 291 493	1 285 593
Obligations en vertu de contrats de location-financement	(Notes 16, 17)	221 974	333 647
Total des passifs non courants		<u>5 641 508</u>	<u>5 919 660</u>
Total des passifs		<u>21 280 490</u>	<u>23 764 301</u>

Capitaux propres

Capital-actions	(Note 18)	11 765 023	11 752 523
Réserves	(Note 19)	1 903 823	1 758 824
Résultats non distribués		6 967 883	6 559 816
Total des capitaux propres		<u>20 636 729</u>	<u>20 071 163</u>
Total des passifs et des capitaux propres		<u>41 917 219 \$</u>	<u>43 835 464 \$</u>

Obligations en vertu de contrats de location non-résiliables (Note 22.3)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(s) Joseph Abbandonato
Joseph Abbandonato
Administrateur

(s) Gilles Émond
Gilles Émond
Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015
(En dollars canadiens)

	Réserves					Total des réserves	Résultats non distribués	Total
	Capital- actions (a)	Paiements basés sur des actions	Écarts de change sur les opérations étrangères	Bons de souscription	Autre			
Solde au 1^{er} janvier 2015	10 945 614 \$	371 892 \$	18 009 \$	650 321 \$	296 053 \$	1 336 275 \$	5 746 598 \$	18 028 487 \$
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	-	-	813 218	813 218
Écarts de change sur les opérations étrangères	-	-	801 108	-	-	801 108	-	801 108
Résultat global pour l'exercice	-	-	801 108	-	-	801 108	813 218	1 614 326
Transactions avec les propriétaires:								
Émission d'actions (Note 18)	806 909	-	-	(185 147)	(296 053)	(481,200)	-	325 709
Paiements fondés sur des actions (Note 19)	-	102 641	-	-	-	102 641	-	102 641
Solde au 31 décembre 2015 et au 1^{er} janvier 2016	11 752 523 \$	474 533 \$	819 117 \$	465 174 \$	- \$	1 758 824 \$	6 559 816 \$	20 071 163 \$
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	-	-	408 067	408 067
Écarts de change sur les opérations étrangères	-	-	(136 297)	-	-	(136 297)	-	(136 297)
Résultat global pour l'exercice	-	-	(136 297)	-	-	(136 297)	408 067	271 770
Transactions avec les propriétaires:								
Émission d'actions (Note 18)	12 500	-	-	-	-	-	-	12 500
Paiements fondés sur des actions (Note 19)	-	281 296	-	-	-	281 296	-	281 296
Solde au 31 décembre 2016	11 765 023 \$	755 829 \$	682 820 \$	465 174 \$	- \$	1 903 823 \$	6 967 883 \$	20 636 729 \$

(a) De l'information supplémentaire sur le capital-actions est fournie à la Note 18
Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les

31 décembre
2016 2015

(en dollars canadiens)

Activités opérationnelles:

Résultat net pour l'exercice	408 067 \$	813 218 \$
Charge d'impôt sur le résultat	589 007	708 455
Amortissement des actifs non courants	2 000 905	1 681 891
Charges financières	548 940	601 298
Charge pour paiements fondés sur des actions	281 296	102 641
Perte (gain) résultant des écarts de change non réalisé(e)	343 279	(1 759 890)
	<u>4 171 494</u>	<u>2 147 613</u>

Variations des éléments du fonds de roulement

Diminution (augmentation) des créances clients et autres débiteurs	75 411	(1 358 589)
Diminution (augmentation) des stocks	618 492	(243 767)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	115 013	(33 433)
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs et autres créditeurs	(81 931)	161 057
	<u>726 985</u>	<u>(1 474 732)</u>

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

4 898 479 672 881

(813 295) (543 213)

Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles

4 085 184 129 668

Activités d'investissement:

Paiements pour les immobilisations corporelles	(1 447 246)	(1 598 779)
Paiements pour les immobilisations incorporelles	(93 345)	(29 767)

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

(1 540 591) (1 628 546)

Activités de financement:

Variation nette de la dette bancaire	(1 873 443)	1 770 843
Intérêts payés	(548 445)	(586 716)
Augmentation de la dette à long terme	961 510	587 023
Remboursement de la dette à long terme	(1 029 168)	(1 059 012)
Produit net de l'émission de capital-actions et de bons de souscription	12 500	325 709
Dû à un actionnaire et administrateur (Note 15)	-	(203 947)
Remboursement des obligations en vertu de contrats de location-financement	(158 395)	(138 672)

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

(2 635 441) 695 228

Diminution de la trésorerie, montant net

(90 848) (803 650)

Trésorerie à l'ouverture

160 975 945 744

Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie

(2 027) 18 881

Trésorerie à la clôture

68 100 \$ 160 975 \$

Transactions sans effets de trésorerie (Note 20)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés

Notes aux états financiers annuels consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

1. Renseignements généraux

Imaflex Inc. (« la Société Mère ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Son siège social, qui est aussi son établissement d'affaires principal, est situé au 5710 rue Notre-Dame Ouest, Montréal, Québec, Canada. Les principales activités de la Société Mère et de sa filiale (toutes deux ci-après dénommées « la Société ») sont la production et la vente de produits pour l'industrie de l'emballage souple, incluant du film en polyéthylène et des sacs, de même que la métallisation de film pour les industries de l'emballage et de l'agriculture. Les actions ordinaires de la Société Mère sont transigées à la Bourse de croissance TSX sous le symbole « IFX ».

2. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables présentées ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme à tous les exercices présentés dans ces états financiers consolidés.

2.1 Mode de présentation et déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en effet au 31 décembre 2016. Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration et leur publication a été autorisée le 18 avril 2017.

2.2 Mode de mesure de l'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la comptabilité au coût historique.

2.3 Méthode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société Mère et de sa filiale entièrement détenue, Imaflex USA Inc. (« Imaflex USA »), ayant toutes deux une date de clôture de l'exercice financier au 31 décembre. Imaflex Inc. est l'ultime société mère de la Société. La Société Mère contrôle une filiale si elle est exposée ou a des droits à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur elle. Tous les soldes et toutes les transactions intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Aux 31 décembre 2016 et 2015, les activités de la filiale entièrement détenue de la Société, Imaflex USA, incluaient la fabrication de pellicule de plastique et de produits d'emballage souple. Ses usines de fabrication sont situées en Caroline du Nord, aux États-Unis.

2.4 Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel une entité exerce ses activités. Les états financiers de la Société Mère et de sa filiale sont préparés dans leurs monnaies fonctionnelles respectives. Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, qui sont également la monnaie fonctionnelle de la Société Mère et la monnaie de présentation de la Société.

Les actifs et les passifs d'Imaflex USA, filiale étrangère de la Société dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain (\$ÉUA), sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyen du mois au cours de l'exercice. Les profits ou les pertes de change découlant de la conversion des états financiers d'Imaflex USA sont comptabilisés comme écarts de change sur les opérations étrangères au poste « Réserves ».

Notes aux états financiers annuels consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.4 Monnaie étrangère (suite)

Aux fins de la préparation des états financiers individuels des entités, les transactions libellées en monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de fin d'exercice. Les gains et pertes de change qui en résultent sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global.

À compter du 1^{er} janvier 2015, compte tenu de changements de circonstances, la Société a révisé la désignation de 4 000 000 \$ÉUA de créances monétaires excluant les créances clients pour fin de la comptabilisation des monnaies étrangères. Ainsi, à partir de cette date, la portion des créances monétaires excluant les créances clients de la Société Mère à recevoir de sa filiale étrangère pour laquelle le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible est comptabilisée comme constituant une part de l'investissement net dans l'établissement étranger. Les écarts de change sur ces créances sont comptabilisés dans les écarts de change sur les opérations étrangères dans les réserves. Ce changement d'estimation comptable a été appliqué de manière prospective à partir de cette date et a résulté en un montant d'environ 895 000 \$ étant comptabilisé dans les capitaux propres au lieu des gains de change dans l'état consolidé du résultat global pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015. Les écarts de change sur les créances clients et les autres créances monétaires sont comptabilisés dans les « Pertes (gains) sur change » de l'état consolidé du résultat global.

2.5 Comptabilisation des produits

Les produits sont générés presque exclusivement de la vente de biens. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction du montant estimé des retours, rabais et escomptes, et sont comptabilisés lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

- La Société a transféré à l'acheteur les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens;
- La Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni à être impliquée dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des produits peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société; et
- les coûts engagés ou à être engagés peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits sont comptabilisés selon les conditions générales de vente, généralement lorsque les biens sont reçus par les clients externes.

2.6 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt est composée de l'impôt différé de même que de l'impôt exigible. L'impôt exigible est calculé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du résultat présenté aux états consolidés du résultat global puisque certains éléments des produits sont imposables ou déductibles au cours de périodes ultérieures ou ne sont jamais imposables ni déductibles. Les passifs d'impôt exigible sont calculés selon les taux d'imposition qui ont été adoptés ou qui sont quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.6 Impôt sur le résultat (suite)

L'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs dans l'état consolidé de la situation financière et leurs bases fiscales. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour l'ensemble des différences temporelles déductibles. Les actifs d'impôt différé sont quant à eux comptabilisés pour les différences temporelles dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs seront générés par la Société afin de réaliser la perte fiscale sous-jacente à ces actifs.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés selon les taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière et que la Société prévoit être applicables au cours des périodes lorsque l'actif sera réalisé où le passif sera réglé.

Les actifs ou les passifs d'impôt différé sont compensés uniquement lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs ou les passifs d'impôt exigible, que ceux-ci sont prélevés par la même autorité fiscale et que la Société a l'intention d'opérer compensation lors de la réalisation ou du règlement.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés à titre de produit dans les résultats, sauf s'ils concernent des éléments qui sont comptabilisés hors résultats comme dans les autres éléments du résultat global ou directement aux capitaux propres. Dans un tel cas, l'impôt correspondant est également comptabilisé hors résultats.

2.7 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en considérant l'effet de dilution qui pourrait être causé par l'exercice ou par la conversion de certains instruments en actions ordinaires.

2.8 Actifs financiers et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur, ajustée pour tenir compte des coûts de transaction directement imputables à leur acquisition, sauf pour les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition d'actifs financiers.

Actifs financiers

Pour déterminer l'évaluation ultérieure des actifs financiers, ils sont, lors de la comptabilisation initiale, classés dans les différentes catégories selon leur nature et leurs objectifs.

La trésorerie de même que les créances clients et autres débiteurs (exception faite des taxes de vente) sont classés comme des prêts et créances. Les prêts et créances sont des actifs non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, ces actifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. Leur évaluation n'est pas actualisée lorsque l'effet d'actualisation n'est pas significatif.

Notes aux états financiers annuels consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.8 Actifs financiers et passifs financiers (suite)

Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers sont soumis à un test de dépréciation au moins à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Une perte de valeur doit être comptabilisée lorsqu'il existe des indications objectives que les flux monétaires futurs estimés ont été compromis suite à un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier.

Les créances clients et autres débiteurs qui ont été analysés individuellement et pour lesquels une dépréciation n'a pas été déterminée ont également été soumis collectivement à un test de dépréciation. L'expérience passée de la Société au niveau du recouvrement des créances, une augmentation du nombre de comptes en souffrance de même que des changements dans la conjoncture économique qui sont corrélés à des défauts de paiements peuvent être des indications objectives de dépréciation pour un portefeuille de créances clients.

La valeur comptable pour la majorité des actifs financiers est diminuée directement par la charge de dépréciation. Pour les créances clients, la valeur comptable est diminuée par l'utilisation d'un compte de provision pour créances douteuses. Lorsqu'une créance client est considérée comme étant irrécouvrable, celle-ci est radiée en contrepartie de ce compte de provision. Les recouvrements ultérieurs de montants précédemment radiés sont crédités dans le résultat net. La charge relative à la variation de la valeur comptable de la provision est comptabilisée dans le poste « Charges administratives » à l'état consolidé du résultat global.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. L'actualisation est omise lorsque l'effet d'actualisation n'est pas significatif.

La dette bancaire de la Société, les dettes fournisseurs et autres créditeurs (exception faite des avantages aux employés) de même que les emprunts à long terme sont classés dans la catégorie de passifs financiers comptabilisés au coût amorti. Tous les frais relatifs à l'intérêt sont comptabilisés au poste « Charges financières » dans l'état consolidé du résultat global.

La Société décomptabilise des passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société ont été éteintes, qu'elles ont été annulées ou qu'elles sont échues.

2.9 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks, qui inclut le coût des matières premières et la quote-part appropriée des frais généraux de fabrication fixes et variables, est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, soit la méthode la plus appropriée pour cette catégorie de stocks. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et nécessaires pour réaliser la vente et des frais de vente.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.10 Immobilisations corporelles

Le terrain, l'immeuble, le matériel de fabrication, de bureau et le matériel informatique sont comptabilisés au coût, incluant tout coût directement attribuable au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé de manière à déprécier le coût des actifs diminué de leur valeur résiduelle sur la durée d'utilité, tel que présenté ci-dessous, estimée selon le mode linéaire. L'estimation de la durée d'utilité, la valeur résiduelle et les modes d'amortissement sont réévalués et ajustés, si nécessaire, à chaque période de présentation prospectivement.

Actifs	Période
Terrain	Indéfinie
Immeuble	20 ans
Matériel de fabrication	20 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Les améliorations locatives sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée (5 ans) ou sur la durée du bail, si celle-ci est inférieure.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le profit ou la perte découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle, calculé comme étant la différence entre le produit net de la cession de l'immobilisation et sa valeur comptable, est comptabilisé au résultat net, dans le compte « Autres » dans l'état consolidé du résultat global.

2.11 Contrats de location

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Tous les autres contrats de location sont classés comme des contrats de location simple.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement sont initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée au commencement du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit à l'état consolidé de la situation financière comme dette découlant d'un contrat de location-financement. La comptabilisation initiale d'un contrat de location est faite à la date à laquelle la Société est autorisée à exercer son droit d'utilisation de l'actif loué, soit le début de la période de location, qui correspond à la date de réception de l'équipement. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité estimée selon la même méthode que les actifs détenus ou sur la durée du contrat de location, si celle-ci est inférieure.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont comptabilisées directement au résultat net. Les loyers conditionnels sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.11 Contrats de location (suite)

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps. Les loyers conditionnels découlant des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

2.12 Immobilisations incorporelles, excluant l'achalandage

Les relations clients acquises lors d'un regroupement d'entreprises et comptabilisées séparément de l'achalandage sont initialement mesurées à la juste valeur à la date d'acquisition, qui est considérée comme étant leur coût. Ultérieurement, les immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont mesurées au coût moins l'amortissement cumulé et les pertes de valeur cumulées. Le coût des immobilisations incorporelles acquises séparément, tel qu'était le cas pour les brevets, comprend son prix d'achat et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Le coût des immobilisations incorporelles générées à l'interne, tel que les brevets développés en interne, comprend tous les coûts directement attribuables dans la phase de développement pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue.

Les immobilisations incorporelles sont décomptabilisées lors de leur cession ou lorsqu'aucun bénéfice économique futur n'est attendu de leur utilisation ou cession. Les gains ou pertes résultant de la décomptabilisation sont évalués comme la différence entre le prix de cession et la valeur comptable de l'actif et sont comptabilisés au résultat net dans la période où les immobilisations sont cédées. L'amortissement des actifs incorporels, s'il y a lieu, est comptabilisé dans le poste « Charges administratives » dans l'état consolidé du résultat global sur la durée de vie utile de l'actif incorporel. Les relations clients sont amorties sur une base linéaire sur 8 ans et les brevets développés à l'interne sont amortis à partir du moment où ils peuvent être utilisés sur la durée de vie utile du brevet (14 ans).

2.13 Pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, excluant l'achalandage

À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, ou avant, si des événements ou des changements de circonstances indiquent que ces actifs pourraient avoir subi une dépréciation, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles de manière à déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée de manière à déterminer l'ampleur de la perte de valeur, s'il y a lieu. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la valeur recouvrable d'un actif individuel, la Société estime la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre sa juste valeur marchande diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus à l'aide d'un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les conditions actuelles de marché pour la valeur temps de l'argent ainsi que les risques spécifiques à l'actif qui n'ont pas été reflétés dans la prévision des flux de trésorerie.

Si la valeur recouvrable se trouve à être moindre que la valeur comptable, la valeur comptable est alors diminuée à la valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée directement dans le résultat net.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.13 Pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, excluant l'achalandage (suite)

Lorsqu'il y a une reprise de perte de valeur, la valeur comptable de l'actif est augmentée à la valeur recouvrable révisée, mais de sorte que la valeur comptable après la reprise de valeur ne soit pas plus élevée que la valeur comptable qui aurait été comptabilisée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée dans les exercices précédents. La reprise de valeur est comptabilisée immédiatement dans le résultat net.

2.14 Achalandage

L'achalandage découlant de l'acquisition d'une entreprise est comptabilisé au coût établi à la date d'acquisition de l'entreprise, diminué du cumul des pertes de valeur, s'il y a lieu.

Pour les besoins des tests de dépréciation, l'achalandage est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société (ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement.

Les unités génératrices de trésorerie auxquelles a été affecté l'achalandage sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout achalandage affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. Toute perte de valeur concernant l'achalandage est comptabilisée directement au résultat net. Une perte de valeur comptabilisée pour l'achalandage n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

2.15 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'un événement passé, se traduiront probablement par un règlement, et lorsque les montants en cause peuvent être estimés de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire pour régler l'obligation actuelle en se basant sur les éléments probants les plus fiables disponibles à la date de présentation de l'information financière. Cette estimation considère les risques et les incertitudes relatifs à l'obligation.

2.16 Paiements fondés sur des actions

La Société utilise des paiements fondés sur des actions devant être réglés en instruments de capitaux propres pour ses employés et des consultants. Les paiements fondés sur des actions devant être réglés en instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur des services reçus à la date d'octroi indirectement en référence à la juste valeur de l'instrument de capitaux propres en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

La juste valeur des paiements fondés sur des actions, devant être réglés en instruments de capitaux propres, déterminée à la date d'octroi, est comptabilisée en charges au cours de la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation correspondante au poste « Réserves ».

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.17 Le capital-actions et les réserves

Le capital-actions représente le montant reçu lors de l'émission des actions, net des coûts de transaction. La contrepartie reçue de l'émission d'unités composées d'actions et de bons de souscription est allouée selon la juste valeur relative des instruments en question. La juste valeur des actions est basée sur leur cours boursier en date de l'émission et celle des bons de souscription est calculée en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Le poste Réserves incluent les éléments suivants :

- Paiements fondés sur des actions (voir 2.16)
- Le cumul des écarts de change sur les opérations étrangères (voir 2.4)
- Les bons de souscription – incluent la valeur des bons de souscription en circulation et échus
- Autres (voir note 18)

Lorsque les bons de souscription et les options d'achat d'actions sont exercés, la contrepartie reçue est créditée au capital-actions.

3. Modifications futures de normes comptables

Certaines nouvelles normes de même que des modifications et améliorations à des normes existantes ont été publiées par le International Accounting Standards Board (« IASB ») mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été appliquées par anticipation par la Société. La direction estime que toutes les normes pertinentes seront mises en vigueur à compter de la première date de présentation suivant la date de mise en vigueur. L'information sur les nouvelles normes de même que les modifications et les améliorations aux normes existantes qui pourraient avoir un impact sur les états financiers consolidés de la Société se détaillent comme suit :

Produits des activités ordinaires issus de contrats clients

IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* a été publié en mai 2014 visant à remplacer IAS 18 – *Produits des activités ordinaires* et IAS 11 – *Contrats de construction* ainsi que certaines interprétations relatives aux produits. La Société appliquera cette nouvelle norme au premier trimestre de l'exercice 2018. IFRS 15 établit un nouveau modèle de constatation des produits se fondant sur le contrôle et basé sur le transfert des biens, les obligations de prestation de services aux clients à un moment donné ou sur une période, fournit de nouvelles directives plus détaillées sur des sujet spécifiques et donne de nouvelles obligations plus détaillées sur l'information à fournir sur la constatation de produits. La direction continue d'évaluer l'impact de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 - *Instruments financiers* en juillet 2014, représentant l'aboutissement de son projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Cette norme inclut un modèle révisé pour la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle unique de dépréciation fondé sur les « pertes attendues » et une approche réformée de la comptabilité de couverture. La Société appliquera cette nouvelle norme au premier trimestre de l'exercice 2018. La direction continue d'évaluer l'impact de cette norme sur ses états financiers consolidés.

3. Modifications futures de normes comptables (suite)

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 – *Contrats de location*, visant à remplacer IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations qui s'y rapportent. Cette norme élimine la distinction entre un contrat de location-financement et la location simple et requière la comptabilisation d'un actif lié au droit d'utilisation et d'une obligation locative à l'état de la situation financière pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de 12 mois ou moins et des actifs de faible valeur. De plus, cette norme modifie la définition d'un contrat, établit des obligations sur comment comptabiliser l'actif et le passif, incluant des éléments plus complexes comme les éléments ne faisant pas partis du contrat de location, les paiements variables et les périodes d'options, change la comptabilisation des ententes de vente et de cessions-bails, mais maintient les méthodes de l'IAS 17 en ce qui a trait à la comptabilisation pour le bailleur et présente des obligations d'information additionnelles. L'IFRS 16 est effectif pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 avec l'adoption anticipée permise dans certaines circonstances. L'application de cette nouvelle norme exigera que la Société change la méthode utilisée pour comptabiliser les contrats de location simple et la direction continue d'évaluer l'impact de cette norme sur ses états financiers consolidés.

4. Jugements comptables critiques et sources majeures d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS et l'application des principales méthodes comptables de la Société décrites à la note 2 exigent que la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la valeur comptable de certains actifs et passifs, lorsque celle-ci n'est pas évidente. Les estimations et hypothèses sont basées sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs jugés pertinents. Les résultats réels pourraient toutefois différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées continuellement. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période de la révision, si la révision n'affecte que cette période, ou au cours de la période de révision et des périodes futures, si celles-ci sont également concernées par les révisions.

4.1 Jugements critiques posés dans le cadre de l'application des méthodes comptables

L'analyse qui suit présente les jugements critiques, à l'exclusion de ceux qui impliquent des estimations, posés par la direction lors de l'application des méthodes comptables de la Société et qui ont une incidence plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Unité génératrice de trésorerie

La direction n'a identifié qu'une seule unité génératrice de trésorerie pour la Société. Les revenus des divers produits et usines de production de la Société sont générés par une seule force de vente dont l'habileté à vendre l'ensemble de la gamme de produits de la Société influence le niveau de ventes pour chaque ligne de produits. La direction a déterminé que les flux de trésorerie des établissements de la Société sont intimement liés et non indépendants.

4.2 Sources principales d'incertitude relative aux estimations

Ci-après figurent les principales sources d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

4. Jugements comptables critiques et sources majeures d'incertitude relative aux estimations (suite)

4.2 Sources principales d'incertitude relative aux estimations (suite)

Provisions pour créances douteuses

La Société analyse ses créances clients sur une base individuelle et sur une base collective. Toute provision comptabilisée sur ces actifs est basée sur l'historique de la Société et sur la meilleure estimation de la direction quant à la possibilité de recouvrement de ces créances clients.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La Société réévalue la durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles, exception faite de l'achalandage, à chaque date de présentation de l'information financière afin de s'assurer que la méthode d'amortissement utilisée est adéquate.

Dépréciation des actifs à long-terme

Si nécessaire, la Société effectue un test de dépréciation de ses actifs à long-terme en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée grâce à une analyse de flux de trésorerie actualisés et requiert donc que la direction pose des hypothèses quant aux flux de trésorerie futurs et aux taux d'actualisation. La direction utilise également son jugement afin de déterminer si des indices pourraient indiquer que les actifs aient pu se déprécier.

Impôt sur le résultat

La direction doit établir des estimations lorsqu'elle détermine les taux d'imposition et les montants d'impôt différé, et ce, tout en considérant le moment et la probabilité de réalisation. L'impôt réel peut différer de manière significative de ces estimations suite à des événements futurs, des changements au niveau de la législation fiscale ou des résultats de vérifications des autorités fiscales et oppositions liées. Le dénouement de ces incertitudes et les montants des impôts à payer liés pourraient occasionner des ajustements aux actifs et passifs des impôts exigible et différé de la Société.

Bons de souscription et paiements à base d'actions

La Société émet des instruments de capitaux propres, composés d'options d'achat d'actions ordinaires de même que d'actions ordinaires et de bons de souscription (unités). La Société utilise le modèle d'évaluation Black & Scholes pour calculer la valeur de ces instruments ou pour déterminer le montant de la contrepartie reçue à allouer à chaque type d'instrument. Ces méthodes exigent d'établir des estimations basées sur des données d'entrée fondées sur le marché.

5. Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans un seul secteur et se spécialise dans le développement, la fabrication et la vente de matériaux pour l'emballage souple, sous forme de pellicule ou de sacs, pour besoins divers.

5.1 Produits par secteur géographique

Les produits des activités ordinaires de la Société par zone géographique des marchés ciblés se détaillent comme suit :

	Exercices terminés les	
	31 décembre	31 décembre
	2016	2015
Canada	27 387 025 \$	25 724 900 \$
États-Unis	45 954 583	43 312 195
Autres	171 816	113 535
Total	<u>73 513 424 \$</u>	<u>69 150 630 \$</u>

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

5. Information sectorielle (suite)

5.2 Immobilisations corporelles et incorporelles par zone géographique

	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 décembre 2015</u>
Canada	6 889 509 \$	6 707 965 \$
États-Unis	<u>13 381 376</u>	<u>14 377 622</u>
Total	<u>20 270 885 \$</u>	<u>21 085 587 \$</u>

6. Information supplémentaire sur l'état consolidé du résultat global

Le poste « Coût des ventes » aux états consolidés du résultat global de la Société inclut l'amortissement du matériel de fabrication pour un montant de 1 771 631 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 (1 412 442 \$ en 2015). Le poste « Charges administratives » inclut l'amortissement des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles excluant le matériel de fabrication pour un montant de 229 274 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 (269 449 \$ en 2015).

Le poste « Coût des ventes » aux états consolidés du résultat global de la Société inclut des salaires payés à ses employés pour un montant de 8 952 979 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 (8 060 688 \$ en 2015). Le poste « Charges administratives » inclut des salaires payés aux employés pour un montant de 1 569 759 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 (1 460 906 \$ en 2015) et le poste « Charges de ventes » inclut des salaires payés aux employés de 418 638 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 (629 437 \$ en 2015).

7. Avantages aux employés

La Société cotise aux régimes de retraite gérés par le gouvernement, à l'assurance emploi, à l'assurance groupe et au « Social Security ». Les coûts engagés par la Société pour les programmes susmentionnés ont été de 2 535 708 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 (2 302 252 \$ en 2015). Ces paiements sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés et la Société ne comptabilise aucun profit ou perte relativement à ces paiements.

La Société offre également un régime de retraite à cotisations déterminées à ses employés situés en Caroline du Nord, États-Unis. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a contribué 33 112 \$ à ce régime (28 151 \$ en 2015).

8. Charges financières

	<u>Exercices terminés les</u>	
	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 décembre 2015</u>
Intérêts sur la dette bancaire et sur les emprunts à long terme	526 994 \$	541 209 \$
Intérêts sur les obligations en vertu de contrats de location-financement	21 946	24 966
Autres intérêts	-	35 123
	<u>548 940 \$</u>	<u>601 298 \$</u>

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

9. Impôt sur le résultat

9.1 Charge d'impôt sur le résultat

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Charge d'impôt sur le résultat :		
Charge d'impôt exigible	583 107 \$	741 721 \$
Charge d'impôt différé liée à la naissance et au renversement de différences temporelles	5 900	(33 266)
Charge d'impôt sur le résultat	<u>589 007 \$</u>	<u>708 455 \$</u>

9.2 Rapprochement de la charge d'impôt au taux d'imposition prévu par loi

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat avant impôt	997 074 \$	1 521 673 \$
Charge d'impôt calculée à 26,9%	268 213	409 330
Écarts permanents	129 370	(24 390)
Incidence des pertes fiscales non-comptabilisées de Imaflex USA	499 205	348 430
Incidence des différences dans les taux d'imposition pour les filiales étrangères	(154 882)	(108 103)
Autres	(152 899)	83 188
Charge d'impôt sur le résultat	<u>589 007 \$</u>	<u>708 455 \$</u>

Le taux d'imposition utilisé pour le rapprochement ci-dessus est de 26,9% en 2016 et 2015, soit le taux applicable sur les bénéfices imposables des sociétés par actions assujetties aux lois fiscales de la province de Québec, Canada.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

9. Impôt sur le résultat (suite)

9.3 Soldes d'impôt différé

	Solde à l'ouverture	Comptabilisé au résultat net	Ajustement à l'exercice précédent	Solde de clôture
2016				
Actifs				
Pertes autres qu'en capital	3 325 043 \$	(903 040) \$	-	2 422 003 \$
Avances	-	36 489	-	36 489
Stocks	234 899	(27 253)	-	207 646
Autres actifs	261 192	12 029	-	273 221
	<u>3 821 134</u>	<u>(881 775)</u>	<u>-</u>	<u>2 939 359</u>
Passifs				
Avances	(87 926)	87 926	-	-
Immobilisations corporelles	(5 016 111)	798 718	-	(4 217 393)
Crédits d'impôts à l'investissement	(2 690)	(10 769)	-	(13 459)
	<u>(5 106 727)</u>	<u>875 875</u>	<u>-</u>	<u>(4 230 852)</u>
Passifs d'impôt différé	<u>(1 285 593) \$</u>	<u>(5 900) \$</u>	<u>- \$</u>	<u>(1 291 493) \$</u>

	Solde à l'ouverture	Comptabilisé au résultat net	Ajustement à l'exercice précédent	Solde de clôture
2015				
Actifs				
Pertes autres qu'en capital	2 592 811 \$	732 232 \$	-	3 325 043 \$
Stocks	245 222	(10 323)	-	234 899
Autres actifs	176 967	84 225	-	261 192
	<u>3 015 000</u>	<u>806 134</u>	<u>-</u>	<u>3 821 134</u>
Passifs				
Avances	(131 792)	43 866	-	(87 926)
Immobilisations corporelles	(4 196 687)	(802 919)	(16 505)	(5 016 111)
Crédits d'impôts à l'investissement	(5 380)	2 690	-	(2 690)
	<u>(4 333 859)</u>	<u>(756 363)</u>	<u>(16 505)</u>	<u>(5 106 727)</u>
Passifs d'impôt différé	<u>(1 318 859) \$</u>	<u>49 771 \$</u>	<u>(16 505) \$</u>	<u>(1 285 593) \$</u>

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

9. Impôt sur le résultat (suite)

9.4 Actifs d'impôt différé non comptabilisés

La filiale de la Société, Imaflex USA, a cumulé des pertes autres qu'en capital pour un montant de 25 975 542 \$ en 2016 et 25 409 793 \$ en 2015, dont les avantages (7 708 458 \$ en 2016 et 6 584 776 \$ en 2015) n'ont pas été comptabilisés. Ces pertes, qui peuvent être reportées en avant en vue de réduire le bénéfice imposable futur, viennent à échéance comme suit :

Date d'expiration	31 décembre, 2016	31 décembre, 2015
2025	99 098 \$	102 146 \$
2026	1 837 014	1 893 518
2027	997 963	1 028 659
2028	2 324 783	2 396 291
2029	2 727 994	2 811 905
2030	4 531 532	4 670 917
2031	2 244 084	2 313 110
2032	3 108 650	3 204 269
2033	3 098 425	3 193 729
2034	2 738 496	2 822 729
2035	1 503 086	972 520
2036	764 417	-
	<u>25 975 542 \$</u>	<u>25 409 793 \$</u>

10. Résultat par action

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net aux fins du calcul du résultat par action de base et dilué	408 067 \$	813 218 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	49 697 653	49 517 502
Effet dilutif des paiements fondés sur des actions	26 782	75 915
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	49 724 435	49 593 417
Résultat net par action ordinaire - de base et dilué	0,008 \$	0,016 \$

Un montant de 2 450 000 options en circulation au 31 décembre 2016 n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice par action parce qu'elles avaient un effet antidilutif (650 000 options en 2015).

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

11. Créances clients et autres débiteurs

	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 décembre 2015</u>
Créances clients	11 619 093 \$	11 842 670 \$
Provision pour créances douteuses	<u>(757 497)</u>	<u>(872 548)</u>
	10 861 596	10 970 122
Autres débiteurs	<u>497 056</u>	<u>531 340</u>
Total des créances clients et autres débiteurs	<u>11 358 652</u>	<u>11 501 462</u>

Variation de la provision pour créances douteuses

	<u>Exercices terminés les</u>	
	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 décembre 2016</u>
Solde à l'ouverture	(872 548) \$	(834 392) \$
Diminution de la provision pour créances douteuses	43 291	174 015
Comptes radiés au cours de la période	325 535	-
Perte de valeur et ajustements comptabilisés sur créances clients	(264 502)	(154 015)
Écarts de change sur conversion	<u>10 727</u>	<u>(58 156)</u>
Solde à la clôture	<u>(757 497) \$</u>	<u>(872 548) \$</u>

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne règle pas une obligation envers la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable de l'actif financier, net de toute provision pour perte comptabilisée dans les états de la situation financière consolidés de la Société.

Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit associé à la trésorerie est atténué par le fait que les actifs financiers sont déposés dans des institutions financières américaines et canadiennes importantes ayant obtenu une notation de qualité et étant considérées comme étant des contreparties fiables. La Société a en place un processus continu de revue et d'évaluation du risque de crédit lié à la trésorerie.

Pour les créances clients, la Société utilise les services d'experts externes en crédit afin d'évaluer la qualité de crédit de clients potentiels et de déterminer les limites de crédit qui leur seront accordées et utilise l'assurance-crédit pour diminuer son risque de crédit. Au 31 décembre 2016, un montant de 5 448 146 \$ est assuré (4 099 851 \$ au 31 décembre 2015). La direction de la Société considère que toutes les créances clients qui n'ont pas été provisionnées ou qui ne sont pas en souffrance à chaque date de présentation de l'information financière sont de bonne qualité de crédit.

Créances clients en souffrance mais non provisionnées

Les créances clients présentées ci-dessus incluent des montants en souffrance à la fin de l'exercice qui ne sont pas provisionnés par la Société. Compte tenu des plans de remboursements établis avec ces clients, la Société a été en mesure de conclure que ces montants étaient recouvrables. Lorsque la Société prévoit une augmentation du risque de crédit, des ententes de compensation sont signées afin de pouvoir régler sur une base nette les dettes de la Société dues aux mêmes clients. Au 31 décembre 2016, un montant total de 2 125 111 \$ représentait des créances clients en souffrance qui n'étaient pas provisionnées (2 220 105 \$ au 31 décembre 2015). De ce montant, des créances clients pour un montant de 564 318 \$ étaient âgées de plus de 90 jours (796 676 \$ au 31 décembre 2015).

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

11. Créances clients et autres débiteurs (suite)

Ventilation chronologique du total des créances clients et des autres débiteurs

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Courant	5 515 051 \$	5 147 361 \$
31 à 60 jours	3 706 785	3 750 836
61 à 90 jours	1 560 793	1 628 465
Plus de 90 jours	576 023	974 800
Total	11 358 652 \$	11 501 462 \$

12. Stocks

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Matières premières et fournitures	5 983 381 \$	6 370 895 \$
Produits finis	2 770 444	3 559 696
Travaux en cours	1 320 746	891 847
Total	10 074 571 \$	10 822 438 \$

Au cours de l'exercice, un montant total de 62 053 092 \$ (59 220 158 \$ en 2015) de stocks a été comptabilisé en charges à l'état consolidé du résultat global. Aucune perte de valeur de stock n'a été comptabilisée au cours des exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015.

13. Immobilisations corporelles

<i>Coût</i>	Terrain	Immeuble	Matériel de fabrication	Améliorations locatives	Matériel de bureau	Matériel informatique	Matériel loué en vertu de contrats de location- financement	Total
1 ^{er} janvier 2015	-	-	42 217 660 \$	1,929 506 \$	43 298 \$	420 296 \$	884 857 \$	45 495 617 \$
Acquisitions	-	-	1 448 077	66 736	-	83 966	-	1 598 779
Écarts de change	-	-	3 191 245	134 006	3 124	2 599	142 796	3 473 770
31 décembre 2015	-	-	46 856 982	2 130 248	46 422	506 861	1 027 653	50 568 166
Acquisitions	22 649	112 975	1 193 306	113 286	-	5 030	75 064	1 522 310
Écarts de change	371	1 852	(594 068)	(26 513)	(576)	(1 163)	(22 771)	(642 868)
31 décembre 2016	<u>23 020 \$</u>	<u>114 827 \$</u>	<u>47 456 220 \$</u>	<u>2 217 021 \$</u>	<u>45 846 \$</u>	<u>510 728 \$</u>	<u>1 079 946 \$</u>	<u>51 447 608 \$</u>

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

13. Immobilisations corporelles (suite)

	<u>Terrain</u>	<u>Immeuble</u>	<u>Matériel de fabrication</u>	<u>Améliorations locatives</u>	<u>Matériel de bureau</u>	<u>Matériel informatique</u>	<u>Matériel loué en vertu de contrats de location-financement</u>	<u>Total</u>
<i>Amortissement cumulé</i>								
1 ^{er} janvier 2015	-	-	(25 998 881) \$	(1 498 058) \$	(43 298) \$	(396 429) \$	(139 143) \$	(28 075 809) \$
Amortissement	-	-	(1 348 419)	(179 365)	-	(21 856)	(64 023)	(1 613 663)
Écarts de change	-	-	(1 173 045)	(87 280)	(3 124)	(2 599)	(11 429)	(1 277 477)
31 décembre 2015	-	-	(28 520 345)	(1 764 703)	(46 422)	(420 884)	(214 595)	(30 966 949)
Amortissement	-	(2 950)	(1 607 450)	(219 594)	-	(37 893)	(63 089)	(1 930 976)
Écarts de change	-	(73)	219 062	13 845	576	593	2 022	236 025
31 décembre 2016	-	(3 023)	(29 908 733) \$	(1 970 452) \$	(45 846) \$	(458 184) \$	(275 662) \$	(32 661 900) \$
<i>Valeur nette</i>								
31 décembre 2015	-	-	18 336 637 \$	365 545 \$	- \$	85 977 \$	813 058 \$	19 601 217 \$
31 décembre 2016	23 020	111 804	17 547 487 \$	246 569 \$	- \$	52 544 \$	804 284 \$	18 785 708 \$

Une partie du matériel de fabrication d'une valeur comptable approximative de 17 700 000 \$ (environ 16 000 000 \$ au 31 décembre 2015) a été donnée en nantissement de la facilité de crédit et des emprunts à long terme de la Société.

14. Immobilisations incorporelles

	<u>Achalandage</u>	<u>Relations clients</u>	<u>Brevets</u>	<u>Total</u>
1 ^{er} janvier 2015	435 566 \$	224 770 \$	738 944 \$	1 399 280 \$
Acquisitions	-	-	29 767	29 767
Amortissement	-	(48 006)	(20 222)	(68 228)
Écarts de change	84 065	39 486	-	123 551
31 décembre 2015	519 631	216 250	748 489	1 484 370
Acquisitions	-	-	93 345	93 345
Amortissement	-	(49 703)	(20 226)	(69 929)
Écarts de change	(15 507)	(7 102)	-	(22 609)
31 décembre 2016	504 124 \$	159 445 \$	821 608 \$	1 485 177 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la Société a acquis les brevets pour ADVASEAL, une formulation de pellicule de plastique pour la libération contrôlée de produits pour la protection des plantes, incluant les droits et propriété intellectuelle pour la pellicule de paillage libérant l'ingrédient actif incorporé par coextrusion, qui a été développée par Imaflex en tant que co-inventeur. La Société a également fait des investissements supplémentaires pour les brevets développés à l'interne de manière à pouvoir obtenir toutes les homologations requises. Les brevets pour lesquels l'homologation n'a pas encore été obtenue n'ont pas été dépréciés au cours des exercices terminés le 31 décembre 2016 et 2015.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

15. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 décembre 2015</u>
Dettes fournisseurs	7 086 001 \$	7 617 334 \$
Autres créditeurs et charges courues	1 663 000	1 247 748
	<u>8 749 001 \$</u>	<u>8 865 082 \$</u>

16. Facilités de crédit

	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 décembre 2015</u>
Dettes fournisseurs	5 052 270 \$	6 925 713 \$
Emprunts à long terme		
Emprunt, portant intérêt au taux de base du prêteur (4,70 % au 31 décembre 2016 et 2015) moins 0,50 % (plus 0,375% en 2015), refinancé au cours de l'exercice, garanti par le matériel de fabrication. (b)	2 920 000	2 208 751
Emprunt (1 909 437 \$ÉUA , 2 493 133 \$ÉUA au 31 décembre 2015) portant intérêt au taux de base ÉUA, révisé mensuellement, majoré de 3,00% (taux effectif de 6,75% au 31 décembre 2016, 6,50% au 31 décembre 2015), garanti par le matériel de fabrication de la filiale et une garantie corporative de la Société Mère (c).	2 563 801	3 450 157
Total des emprunts à long terme	<u>5 483 801</u>	<u>5 658 908</u>
Obligations en vertu de contrats de location-financement (Note 17)	392 714	487 606
Total des facilités de crédit	<u>10 928 785</u>	<u>13 072 227</u>
Portion courante		
Dettes fournisseurs	5 052 270	6 925 713
Emprunts à long terme, portion courante	1 355 760	1 358 488
Obligations en vertu de contrats de location-financement	170 740	153 959
	<u>6 578 770</u>	<u>8 438 160</u>
Portion non-courante		
Emprunts à long terme	4 128 041	4 300 420
Obligations en vertu de contrats de location-financement	221 974	333 647
	<u>4 350 015</u>	<u>4 634 067</u>
Total des facilités de crédit	<u>10 928 785 \$</u>	<u>13 072 227 \$</u>

Les intérêts sur les emprunts totalisent 297 356 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 (347 379 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015).

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

16. Facilités de crédit (suite)

- (a) La Société dispose d'une facilité de crédit opérationnelle d'un maximum de 10 000 000\$ et portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,90% (taux effectif de 3,60% au 31 décembre 2016, 3,85% au 31 décembre 2015). Cette facilité de crédit est garantie par les créances clients et les stocks. Elle peut être révisée périodiquement par la banque et est payable à vue. La facilité de crédit est assujettie à des clauses restrictives en matière de fonds de roulement, de dette/capitalisation et d'un RAIIA minimum (tels que définies dans l'entente bancaire). Au 31 décembre 2016, la Société avait prélevé un montant de 5 052 270 \$ (6 925 713 \$ au 31 décembre 2015) sur cette facilité de crédit.
- (b) Au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016, la Société a refinancé cette obtenant 961 510 \$ de fonds supplémentaires afin de renflouer le fonds de roulement. Cette dette est remboursable en un paiement de 40 950 \$ suivi de paiements mensuels de 40 550 \$ jusqu'en novembre 2022. Suite au refinancement, le taux d'intérêt applicable au prêt a diminué d'une prime de 0,375% sur le taux de base du prêteur à une diminution de 0,5% sur le taux de base du prêteur (un taux effectif de 4,20% au 31 décembre 2016 et de 5,075% au 31 décembre 2015).
- (c) Cette entente de crédit est remboursable en 20 paiements trimestriels égaux s'échelonnant jusqu'en janvier 2020 et porte intérêt à un taux de 3,00 % sur le taux de base ÉUA pour un taux effectif de 6,75% au 31 décembre 2016 (6,50% au 31 décembre 2015). Ce prêt a été comptabilisé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, au net des coûts directement attribuables à la transaction. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, la Société a prélevé un montant supplémentaire de 587 023 \$ (463 580 \$ÉUA) sur ce prêt. Au 31 décembre 2015, la Société était en défaut des clauses restrictives relatives à la dette portant intérêt sur le RAIIA et de la couverture des charges fixes. Cependant, la Société a obtenu une renonciation du prêteur au 31 décembre 2015 confirmant la tolérance du non-respect de ces clauses restrictives pour une période supérieure à un an. Au 31 décembre 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à cet emprunt.

Les remboursements totaux des emprunts à long terme s'échelonnent ainsi :

Au plus tard 1 an	1 345 162	\$
Plus de 1 an et au plus tard 5 ans	3 711 516	
Plus de 5 ans	446 050	
	5 502 728	\$

17. Obligations aux termes de contrats de location-financement

La Société a financé certains actifs au moyen de contrats de location-financement. Les paiements relatifs à ces contrats s'échelonnent comme suit:

Au plus tard 1 an	185 452	\$
Plus de 1 an et au plus tard 5 ans	230 942	
Plus de 5 ans	-	
Total des paiements minimaux exigibles	416 394	
Moins charges financières représentant environ 6,1%	(23 680)	
Valeur actualisée des paiements minimaux exigibles	392 714	\$
Moins la portion à long terme	(221 974)	
Tranche à court terme des obligations en vertu de contrats de location-financement	170 740	

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a acquis de l'équipement de production d'une valeur de 75 064 \$ en concluant un contrat de location-financement pour le même montant.

Notes aux états financiers annuels consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

18. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires, avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale. Au 31 décembre 2016, il y avait 49 738 637 actions ordinaires émises et en circulation (49 638 637 au 31 décembre 2015).

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, la Société a émis 1 381 695 actions ordinaires suite à l'exercice de bons de souscription permettant aux détenteurs d'acheter une action ordinaire pour un prix de 0,45 \$ par action pour un produit brut de 621 762 \$, duquel 296 053 \$ a été reçu au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Les bons de souscription avaient été émis lors d'un placement privé clôturé le 1^{er} février 2012. Le montant de 296 053 \$ reçu au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été reclassé du poste « Autre » dans les « Réserves » au poste « Capital-actions » et un montant de 185 147 \$ a été reclassé du poste « Bons de souscription » dans les « Réserves » au poste « Capital-actions ». L'effet de cette transaction se détaille comme suit :

	Capital- actions	Bons de souscription	Total
Produit reçu en 2014	296 053 \$	- \$	296 053 \$
Produit reçu en 2015	325 709	-	325 709
Reclassement de la valeur attribuée aux bons de souscription à l'émission	185 147	(185 147)	-
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	806 909 \$	(185 147) \$	621 762 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, 2 824 363 bons de souscription sont venus à échéance. Au 31 décembre 2016 et 2015, il n'y avait pas de bons de souscription permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire en circulation.

19. Paiement fondé sur des actions

Conformément au Régime d'options d'achat d'actions (ci-après le « régime ») de la Société, 3 735 000 actions ordinaires sont réservées aux fins des options d'achat d'actions. Selon les modalités du régime, la durée des options doit être fixée par le conseil d'administration et celles-ci peuvent être attribuées aux dirigeants et aux employés de la Société et de sa filiale. Les options sont attribuées à un prix d'exercice qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la Société à la date d'attribution. Les options peuvent être exercées pendant une période maximale de cinq ans et le prix d'exercice doit être réglé en totalité au moment de l'exercice.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a émis 1 300 000 options d'achat d'actions à un employé et deux consultants permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire à un prix de 0,40 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont acquises en quatre groupes sur une période de deux ans, le premier étant acquis six mois après l'émission et les droits des autres groupes s'acquièrent à chaque six mois suivants. Les réserves ont été augmentées de 142 080 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a également émis 500 000 options d'achat d'actions à un employé permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire à un prix de 0,42 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont acquises en quatre groupes sur une période de 18 mois, le premier étant acquis immédiatement à l'émission et les droits des autres groupes s'acquièrent à chaque six mois suivants. Les réserves ont été augmentées de 56 691 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 représentant la dépense pour paiements fondés sur des actions pour cette émission.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

19. Paiement fondé sur des actions (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, la Société a émis 650 000 options d'achat d'actions à des employés et un consultant permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire à un prix de 0,52 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont acquises en quatre groupes sur une période de deux ans, le premier étant acquis six mois après l'émission et les droits des autres groupes s'acquièrent à chaque six mois suivants. Les réserves ont été augmentées de 82 525 \$ au courant de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 (102 641 \$ en 2015) représentant la dépense pour paiements fondés sur des actions.

L'information sur les hypothèses pour déterminer la juste valeur des options en circulation ainsi que leurs caractéristiques sont les suivantes:

Hypothèses de juste valeur	06/09/2016	21/06/2016	16/06/2015	15/07/2013	15/01/2013	27/05/2011	Total
En circulation au 01/01/2015	-	-	-	100 000	100 000	100 000	300 000
Expirées	-	-	-	(100,000)	(100,000)	-	(200 000)
Émises	-	-	650 000	-	-	-	650 000
En circulation au 31/12/2015	-	-	650 000	-	-	100 000	750 000
Exercées	-	-	-	-	-	(100 000)	(100 000)
Émises	500 000	1 300 000	-	-	-	-	1 800 000
En circulation au 31/12/2016	500 000	1 300 000	650 000	-	-	-	2 450 000
Pouvant être exercées au 31/12/2015	-	-	162 500	-	-	100 000	262 500
Pouvant être exercées au 31/12/2016	125 000	325 000	487 500	-	-	-	937 500
Durée de vie résiduelle (années)	4,69	4,48	3,46	-	-	-	-
Durée de vie attendue (années)	2,5 - 3,25	2,75 - 3,5	2,75 - 3,5	0,99 - 1,37	0,99 - 1,37	2,5	-
Échéance	06/09/2021	21/06/2021	15/06/2020	15/07/2015	15/01/2015	27/05/2016	-
Facteur de volatilité	76,59% - 79,60%	75,95% - 82,15%	83,19% - 98,85%	106,54% - 125,9%	134,8% - 191,1%	172,86%	-
Taux de dividende	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Taux d'intérêt sans risque	0,51%	0,50%	0,55% - 0,65%	1,27%	1,18%	1,67%	-
Prix d'exercice	0,42 \$	0,40 \$	0,52 \$	0,40 \$	0,36 \$	0,125 \$	-
Cours de l'action à la date d'attribution	0,42 \$	0,40 \$	0,52 \$	0,40 \$	0,32 \$	0,125 \$	-
Valeur marchande des options à la date d'attribution	0,21 \$	0,21 \$	0,30 \$	0,19 \$	0,20 \$	0,10 \$	-

Le facteur de volatilité a été calculé en utilisant la moyenne des variations des cours boursiers de clôture des actions de la Société à la bourse du TSX sur la durée de vie attendue des options.

20. Transactions sans effet de trésorerie

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a acquis de l'équipement de production d'une valeur de 75 064 \$ en concluant un contrat de location-financement pour le même montant. De l'information supplémentaire sur les contrats de location-financement est fournie à la note 17.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

21. Instruments financiers

21.1 Juste valeur et classement des instruments financiers

	Valeur comptable et juste valeur	
	31 décembre	31 décembre
	2016	2015
Actifs financiers		
Prêts et créances		
Trésorerie	68 100 \$	160 975 \$
Créances clients et autres débiteurs ⁽¹⁾	10 873 302	11 148 246
	<u>10 941 402</u>	<u>11 309 221</u>
Passifs financiers		
Passifs financiers, au coût amorti		
Dettes bancaires	5 052 270	6 925 713
Dettes fournisseurs et autres créditeurs ⁽²⁾	7 804 787	8 272 779
Emprunts à long terme	5 483 801	5 658 908
	<u>18 340 858</u>	<u>20 857 400</u>
Autres passifs		
Obligations en vertu de contrats de location-financement	392 714	487 606

⁽¹⁾ Exclut les taxes de ventes

⁽²⁾ Exclut les avantages aux employés

Les estimations de juste valeur sont effectuées à la date de l'état consolidé de la situation financière en utilisant l'information disponible à ce moment. Ces estimations sont de nature subjective et ne peuvent pas toujours être déterminées de façon précise.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées afin de déterminer l'estimation de la juste valeur de chaque classe d'instruments financiers :

- La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, de la dette bancaire ainsi que des dettes fournisseurs et autres créditeurs est comparable à leur valeur comptable à la date de l'état consolidé de la situation financière étant donné leur échéance à court terme.
- La juste valeur des emprunts à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-financement, qui portent majoritairement intérêt à des taux variables, est estimée en utilisant une approche de flux de trésorerie actualisés, qui consiste à actualiser les flux de trésorerie contractuels en utilisant un taux d'actualisation dérivé de taux d'intérêts observables sur le marché rattachés à des prêts semblables ayant des risques similaires.

La Société s'assure, autant que possible, que ses techniques d'évaluation et ses hypothèses incorporent tous les facteurs que les intervenants du marché considéreraient en établissant un prix et qu'elles sont en lien avec les méthodes financières généralement reconnues pour l'établissement de prix d'instruments financiers.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

21. Instruments financiers (suite)

21.2 Hiérarchie des justes valeurs

La Société classe ses instruments financiers en utilisant une hiérarchie des justes valeurs composée des niveaux suivants:

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluations fondées sur des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Aux 31 décembre 2016 et 2015, les justes valeurs des emprunts à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-financement sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

22. Contrats de location simple

22.1 Contrats de location

La Société loue, en vertu de contrats de location simple, les locaux de ses emplacements de fabrication auprès de parties liées et aucune restriction n'est imposée à la Société en vertu de ces contrats de locations. Il n'existe aucun loyer conditionnel et aucun montant de sous-location n'est reçu par la Société. Les contrats de location viennent à échéance à plusieurs dates jusqu'en août 2020, et incluent des clauses de renouvellement.

22.2 Paiements comptabilisés en charges

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Paiements pour les locaux	934 845 \$	944 277 \$
Matériel roulant	35 004	34 248
Matériel de bureau	17 032	8 406

22.3 Obligations en vertu de contrats de location non-résiliables

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Au plus tard 1 an	931 274 \$	797 161 \$
Plus de 1 an et au plus tard 5 ans	3 206 060	2 610 569
Plus de 5 ans	1 873 205	1 154 879
	6 010 539 \$	4 562 609 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

23. Gestion du capital et du risque

23.1 Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et pour intégrer ses activités.

La Société utilise le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (« RAIIA ») comme principale mesure pour surveiller le levier financier.

Les conventions relatives aux emprunts exigent que la Société respecte certaines clauses restrictives à des moments précis. Les clauses restrictives sont, au 31 décembre 2016 :

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,1 : 1.
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant les impôts divisé par les capitaux propres et les impôts futurs moins les actifs intangibles, inférieur ou égal à 2,5 : 1.
- Ratio de dette portant intérêt divisée par le RAIIA, tel que défini, inférieur ou égal à 4 : 1.
- Ratio de couverture des charges fixes calculé annuellement égal ou supérieur à 1,1 : 1.
- De maintenir un RAIIA minimum, tel que défini, de 1 900 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

23.2 Gestion du risque de change

La Société est exposée au risque de change étant donné qu'une partie importante des achats de matières premières liés à ses ventes est libellée en dollars américains. Une partie des produits libellés en dollars américains constitue une couverture à ce risque de change, diminuant ainsi l'exposition de la Société à ce risque.

La filiale étrangère, Imaflex USA, expose également la Société au risque de change puisque sa monnaie fonctionnelle est le dollar américain. La Société n'utilise pas de couverture pour pallier ce risque.

Finalement, une portion des emprunts de la Société est libellée en dollars américains. La majorité des flux de trésorerie générés par les actifs financés par ces dettes est en dollars américains.

Les instruments financiers libellés en dollars américains inclus à l'état consolidé de la situation financière sont les suivants:

	31 décembre 2016		31 décembre 2015
Trésorerie	369	\$	5 964
Créances clients	2 279 387		3 671 530
Dettes fournisseurs	(3 903 091)		(4 170 709)
Endettement bancaire	(1 173 716)		(2 244 011)
Exposition brute	<u>(2 797 051)</u>	\$	<u>(2 737 226)</u>

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

23. Gestion du risque (suite)

23.2 Gestion du risque de change (suite)

Une appréciation de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait une incidence sur sa situation financière de 244 616 \$ au 31 décembre 2016 (354 784 \$ au 31 décembre 2015). À l'inverse, une dépréciation de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait l'effet opposé. La direction estime que chaque 0,01 \$ d'appréciation du dollar américain contre le dollar canadien aurait un impact défavorable sur les résultats de la Société d'environ 30 000 \$. Chaque dépréciation de 0,01 \$ du dollar américain contre le dollar canadien aurait l'effet opposé.

23.3 Gestion du risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de fluctuation des taux d'intérêt en raison de ses emprunts courants et non-courants qui portent intérêt à des taux variables.

La valeur comptable des passifs financiers de la Société portant intérêt est la suivante :

	31 décembre, 2016	31 décembre, 2015
Instruments à taux variables		
Passifs financiers	10 536 071 \$	12 584 621 \$
Exposition brute	<u>10 536 071 \$</u>	<u>12 584 621 \$</u>

Analyse de sensibilité :

Une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt diminuerait les résultats de la Société d'environ 92 739 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (118 952 \$ pour 2016 au 31 décembre 2015). À l'inverse, une diminution de 100 points de base aurait l'effet opposé.

23.4 Gestion du risque de liquidité

La Société cherche à atténuer son risque de liquidité, soit le risque que la Société ne soit pas capable d'honorer ses obligations financières à leur échéance, en gérant la structure de son capital et son levier financier. La Société obtient du financement à l'aide d'une combinaison d'émission d'actions sur les marchés de capitaux et à l'aide d'emprunts auprès d'institutions financières. Une analyse du levier financier est effectuée pour déterminer la combinaison nécessaire entre les différentes sources de financement disponibles et ce, tout en s'assurant de maintenir le levier financier de la Société à un niveau de risque acceptable.

La Société s'assure de maintenir des flux de trésorerie suffisants dans le but d'honorer ses obligations des douze prochains mois. Les flux de trésoreries générés par les activités opérationnelles sont associés au niveau de liquidité nécessaire pour honorer les obligations financières liées aux sources de financement utilisées pour générer ces flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2016, la Société a prélevé un montant de 5 052 270 \$ sur sa facilité de crédit opérationnelle d'un montant autorisé de 10 000 000\$. Les sommes prélevées portent intérêt au taux préférentiel majoré de 0,90%. Dans le but de s'assurer que cette facilité de crédit est suffisante pour honorer les obligations de la Société, la direction surveille les changements au niveau des biens donnés en garantie.

Au 31 décembre 2016, la valeur comptable et les flux de trésorerie contractuels non-actualisés des obligations de la Société sont:

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

23. Gestion du risque (suite)

23.4 Gestion du risque de liquidité (suite)

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an ou moins	2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
<i>Passifs financiers non-dérivés</i>					
Dette bancaire	5 052 270 \$	5 052 270 \$	5 052 270 \$	- \$	- \$
Emprunts	5 450 684	5 469 611	1 312 046	3 711 515	446 050
Intérêts sur emprunts (1)	33 117	630 652	253 463	367 792	9 397
Contrats de location- financement (2)	392 714	416 394	185 452	230 942	-
Dettes fournisseurs et autres crédeurs	7 804 787	7 804 787	7 804 787	-	-
	18 733 572 \$	19 373 714 \$	14 608 018 \$	4 310 249 \$	455 447 \$

(1) Les intérêts sur la dette bancaire garantie sont basés sur les taux en vigueur à la date de présentation de l'information financière.

(2) Les flux de trésorerie découlant des contrats de location-financement incluent les intérêts.

24. Opérations entre parties liées

Entités dans lesquelles des membres de la haute direction ont un intérêt

Au cours de l'exercice et dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des transactions avec des entités détenues par des actionnaires de la Société, avec les administrateurs ou des sociétés dans lesquels ils ont un intérêt. Ces transactions sont évaluées à leur juste valeur, qui correspond au montant de la contrepartie fixée et convenue par les parties. Ces transactions, qui n'ont pas été divulguées ailleurs dans les états financiers consolidés, se détaillent comme suit :

	Transactions pour les exercices terminés les		Soldes au		Engagements non garantis au	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Entités contrôlées par des principaux dirigeants ou des membres de leur famille						
Loyers	\$ 877 693	\$ 825 461	\$ -	\$ -	\$ 5 947 770	\$ 4 480 279
Prestation de services de personne	145 909	138 017	12 257	12 273	-	-
Entités sur lesquelles des principaux dirigeants exercent une influence notable						
Honoraires professionnels	138 269	82 914	138 269	82 914	-	-
	\$ 1 161 871	\$ 1 046 392	\$ 150 526	\$ 95 187	\$ 5 947 770	\$ 4 480 279

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

24. Opérations entre parties liées (suite)

Principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction, soit le chef de la direction, le vice-président marketing et innovation, le directeur de la production, le vice-président des affaires corporatives, le contrôleur corporatif et les membres du conseil d'administration.

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Salaires	685 485 \$	653 053 \$
Rémunérations aux administrateurs	44 750	40 250
Avantages à court terme	8 883	3 830
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes gouvernementaux	18 267	13 104
Paiements à base d'actions	178 679	15 791
Autres avantages	38 682	33 273
	<u>974 746 \$</u>	<u>759 301 \$</u>